

L'actualité de 1848
L'avènement des possibles
Les révolutions de 1848 en Europe.

« Nous avons besoin d'histoire, mais nous en avons besoin autrement que le flâneur raffiné des jardins du savoir. » Nietzsche, *De l'Utilité et des Inconvénients de l'histoire pour la vie*, cité par Walter Benjamin, *Sur le concept d'histoire*.

« La catastrophe, avoir manqué l'occasion, l'instant critique ; le statu quo qui menace de subsister ». Walter Benjamin, *Paris capitale du XIX^e*

Interroger l'actualité de 1848, c'est l'inscrire dans un mouvement révolutionnaire européen, appelé « Printemps des peuples » qui aurait ouvert les possibles d'une « république universelle et fraternelle » et de la « réunion des peuples européens » comme le réclamaient certaines pétitions ouvrières en mars-avril 1848 à Paris.

Pourquoi préférer l'expression « les révolutions de 1848 » plutôt que « le Printemps des peuples » ? L'historien Jean-Claude Caron a, à juste titre, souligné comment on « fabrique » (dans le sens de la fabrique de l'histoire) un événement par le nom qu'on lui donne. Le fait d'utiliser « le Printemps des peuples » est une façon de donner une image de ces révolutions comme n'étant pas nommées.

L'élan de fraternité ne fut pas si simple comme nous le verrons et le processus révolutionnaire s'est heurté à un accroissement des conflictualités sociales et nationales.

Pour illustrer cet élan de fraternité, on peut partir de la manifestation qui se déroule à Paris, le 15 mai 1848, une imposante manifestation regroupant entre 40 000 et 100 000 personnes. On venait d'apprendre à Paris les horreurs de la répression de l'insurrection polonaise par les armées autrichiennes, en Galicie, territoire polonais sous la domination de l'Empire autrichien. Louis Ménard (1822-1901), témoin de la révolution de février et des journées de juin 1848 à Paris fait le récit de cette manifestation :¹

« Dans la matinée du 15, une réunion nombreuse d'ouvriers sans armes et de délégués des principaux clubs part de la place de la Bastille ; à 11 heures, le cortège se met en marche, précédé des bannières des clubs, des corporations, des drapeaux de quelques départements portés par les délégués et des drapeaux de la Pologne, de l'Italie et de l'Irlande. Cette immense colonne se déroulait le long des boulevards dans le plus grand ordre ; personne n'avait d'armes. Les seuls cris proférés étaient ceux de « Vive la Pologne, vive la République ».

« Vive la Pologne, vive la République », ce slogan repris par les manifestants montre qu'ils liaient le sort de la République démocratique et sociale issue de l'insurrection parisienne de février 1848 à celui de la révolution polonaise en cours. La révolution de 1848 en France s'inscrit dans un horizon d'attentes européen. Il est indispensable de bien comprendre cette inscription et de comprendre qu'il s'agit bien d'une révolution européenne, la dernière révolution européenne du XIX^e siècle.

Cet exemple de fraternité entre les peuples (fraternité d'émotions, fraternité d'actions, fraternités d'idées) montre bien que c'est à l'échelle de l'Europe que se jouent alors les révolutions.

Cet exemple permet aussi de souligner l'importance de la circulation de l'information pour la propagation de la révolution. (La route Paris-Francfort-Leipzig est la route privilégiée des informations en Europe ; de là les informations partent vers Berlin, Vienne, Saint-Petersbourg. L'information de Paris à Leipzig met moins d'une semaine²).

On peut parler aussi de circulation internationale des révolutionnaires : départs de Paris des étrangers qui y avaient trouvé refuge après l'échec des révolutions de 1830, et qui regagnent leur pays au début du processus révolutionnaire (itinéraire de Bakounine, de Marx...).

¹ Louis MÉNARD, *Prologue d'une Révolution, février-juin 1848*, présenté par Filippo BENFANTE et Maurizio GRIBAUDI, La Fabrique, 2007

² Sylvie APRILE, *La révolution de 1848 en France et en Europe*, Editions sociales, 1998.

On peut retenir aussi, dans le même ordre d'idée l'internationalisation de la barricade, (portée par les étudiants, les exilés, les ouvriers étrangers), « structures improvisées, construites et défendues par des insurgés civils, ayant pour fonction de porter des revendications dans l'espace urbain et de mobiliser contre les militaires et les forces de police » (Mark Traugott). Avec ses 38 événements barricadiers, 1848 constitue l'incontestable apogée du phénomène et de sa diffusion, depuis la France vers le reste de l'Europe.³

« Cette barrière faite de morceaux de ville sert à empêcher l'intervention de l'armée et des forces de l'ordre, pleinement adaptée qu'elle est aux rues étroites et tortueuses dans lesquelles les troupes pénètrent par petits groupes. Elle permet de couper la circulation, d'activer un autre réseau d'information, populaire. Elle possède également une fonction plus sociale : les barricades permettent de basculer du « normal » vers « l'exceptionnel » et participent des rituels de transformation de la situation révolutionnaire. Elles sont un signal, qui mobilise les foules, attire les curieux, permet de « sentir » les chances de succès. À leur abri, se crée un milieu où les frontières sociales se réorganisent et où les vétérans, les militaires, les membres des sociétés secrètes, les ouvriers, les femmes et les enfants ont une autre place, destinée à la lutte. Identifiant enfin le « peuple », elle offre une occasion d'inviter les soldats à renoncer au feu. Les barricades s'inscrivent au fond dans une situation de départ toujours asymétrique vis-à-vis des forces de l'ordre, mais en mobilisant ces ressources populaires, spécifiques, le dispositif permet bien d'offrir une chance au mouvement révolutionnaire. »

Après avoir fait une brève présentation à l'aide d'une carte (voir carte 1 dans documents joints) de la contagion révolutionnaire dans l'Europe en 1848⁴ et le récit de son expansion à partir d'un extrait de *l'Histoire du gouvernement provisoire*, d'Elias Regnault, secrétaire de Ledru-Rollin⁵, je m'appuierai sur l'exemple allemand pour chercher les raisons de cet embrasement, son déroulement et son échec.

Pourquoi l'Allemagne ? Dans le Manifeste communiste écrit entre janvier et décembre 1847 à la demande de la Ligue des Communistes et publié en février 1848, Marx écrit :

« Les communistes tournent leur attention principalement vers l'Allemagne, parce qu'elle est à la veille d'une révolution bourgeoise, et qu'elle accomplit cette révolution dans des conditions plus avancées de la civilisation européenne et avec un prolétariat plus développé que l'Angleterre et la France n'en possédaient au XVIIe et au XVIIIe siècle, de sorte que la révolution bourgeoise ne peut être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne. »

La première phase des révolutions de 1848, celle des succès des révolutionnaires :

« Le contrecoup de la révolution de Paris causait partout de profonds ébranlements. Vienne, le chef lieu de l'immobilité politique, l'asile de l'absolutisme opiniâtre, Vienne accomplissait sa révolution. Les 13 et 14 mars y avaient vu se répéter les luttes et les triomphes de Paris. Combats de la population contre les troupes, barricades, insurrection générale, victoire, tout semblait s'être modelé sur les événements de Février. L'empereur seul restait debout, mais affaibli, contraint aux concessions et proclamant avec une feinte ardeur une Constitution nouvelle, la liberté de la presse, la création de la Garde nationale et la prochaine réunion d'une Assemblée nationale. Il sacrifiait Metternich, comme Louis-Philippe avait sacrifié M. Guizot, et le ministre, abandonnant cette capitale soulevée contre lui, semblait emporter dans sa fuite les vieux privilèges et les poudreuses coutumes dont il avait été si longtemps l'opiniâtre gardien.

Quatre jours après, Berlin répondait à l'exemple : les 18, 19, 20 mars, une lutte se poursuivait entre la bourgeoisie et les troupes royales. Partout l'insurrection est victorieuse ; le roi de Prusse fait les mêmes concessions que l'empereur d'Autriche, avec la même humilité et la même franchise.

Le 20 mars, l'étincelle gagnait la Lombardie ; Milan, après des efforts héroïques, s'était affranchi de ses maîtres. Venise s'était soulevée avec la même ardeur et le même succès ; la République de Saint Marc renaissait glorieuse. Au commencement d'avril, Parme, Modène chassaient leurs vice-rois, branches des familles impériales ; la Toscane recevait une Constitution de son prince effrayé ; Rome frémissante demandait la liberté, que le pape promettait dans de belles formules et retenait d'une main avare ; la Sicile secouait le joug des Bourbons et se proclamait

³ Quentin Deluermoz, « Mark TRAUGOTT, *The Insurgent Barricade* », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 44 | 2012, 197-198.

⁴ Les cartes sont extraites de l'ouvrage de Jean-François SEGARD et Eric VIDAL, *Nation, Nationalismes, Nationalités en Europe de 1850 à 1920*, Ellipses, 1996.

⁵ Élias REGNAULT, *Histoire du gouvernement provisoire*, Paris 1850, texte cité p.134-135 in M. GRIBAUDI ET M. RIOT-SARCEY, 1848, *la révolution oubliée*, La Découverte, 2011.

indépendante ; enfin le roi de Sardaigne, Charles-Albert se déclarait le défenseur de l'émancipation italienne, le protecteur de la Lombardie, et entreprenait résolument la guerre contre l'Autriche. Sur toute la surface du continent européen, l'enthousiasme des peuples apportait des forces nouvelles à l'esprit révolutionnaire... »

Il faudrait ajouter : à Prague, les Slaves du Nord et du Sud réclament leur autonomie à l'intérieur de l'Empire autrichien ; à Budapest, les Hongrois renforcent leur autonomie et proclament l'indépendance de la Hongrie ; à Francfort un parlement fédéral prépare les institutions d'une Allemagne unifiée...

Elle est suivie, dès juin 1848, d'une phase de recul et de succès de la réaction, puis d'une seconde vague révolutionnaire, plus radicale, de la fin de l'automne 1848 à l'été 1849, qui est finalement écrasée par l'armée. La défaite de la République hongroise face aux troupes autrichiennes et russes clôt le dernier épisode des révolutions en Europe. Le 3 juin 1849, les troupes françaises interviennent en Italie pour mettre fin à la République romaine et restaurer le pouvoir temporel du Pape à Rome, faisant ainsi basculer la seconde République issue de la révolution de Février 1848 définitivement du côté de la réaction. On assiste alors à un apparent retour à l'ordre ancien après ce que l'on pourrait appeler une guerre civile européenne.

I. L'Europe de 1848 : un anachronisme ?

L'Europe de 1848 est une Europe qui ressemble à celle de 1815, une Europe réactionnaire, hantée par le spectre de la Révolution française et gagnée, comme le dit le chancelier autrichien Metternich « par l'idée absurde en elle-même de l'émancipation des peuples. »

1. Une Europe datée, celle de 1815, du Congrès de Vienne.

Le **Congrès de Vienne** est une conférence internationale qui se tient en Autriche, de novembre 1814 à juin 1815, en présence des vainqueurs et des vaincus, deux cent délégations, plusieurs milliers de participants dans le but de réorganiser l'Europe bouleversée par la Révolution française et l'Empire. En fait les décisions sont prises par les quatre grandes puissances européennes victorieuses, l'Autriche du chancelier Metternich, soutenu par l'empereur François 1^{er}, la Prusse du roi Frédéric Guillaume III, la Russie d'Alexandre 1^{er} et l'Angleterre de Castlereagh. Ceux-ci veulent réaffirmer la légitimité des princes, contenir tout risque de résurgence de révolution, maintenir l'ordre et l'équilibre entre les grandes puissances. Concrètement cela veut dire le rétablissement sur leur trône des souverains dits « légitimes » en remplaçant les familles régnantes détrônées par les armées révolutionnaires et les conquêtes napoléoniennes (processus désigné sous le terme de Restauration) et la redéfinition des frontières en Europe.

La construction de l'Europe du Congrès de Vienne : analyse des cartes 2, 3, 4, 5 et 6 dans documents joints.

Pour dessiner les nouvelles frontières de l'Europe, les vainqueurs soucieux de leurs propres intérêts géopolitiques s'en tiennent au respect de la légitimité dynastique refusant donc le principe des nationalités, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. (L'affirmation de ce droit était un des héritages de la Révolution française. C'est au nom de ce droit qu'à leur demande ont été rattachés à la France les États pontificaux du Comtat Venaissin et les territoires des princes allemands en Alsace-Lorraine en 1791). Le Congrès efface donc les héritages révolutionnaires et impériaux (carte 2) pour construire l'Europe de 1815 (carte 3).

On peut retenir plusieurs exemples :

- la réunion des Provinces Unies (la Belgique actuelle et le Luxembourg) et les Pays-Bas séparés depuis deux siècles dans un seul État, le Royaume des Pays-Bas : il s'agissait de bloquer la France sur sa frontière Nord, une partie de ces territoires ayant été incluse dans la France des 130 départements.
- la cession à la Suède de la Norvège prise au Danemark en compensation de la Finlande acquise par la Russie. Le Danemark est dédommagé par l'acquisition des duchés d'Holstein et de Lauenburg pris à la Prusse.
- le maintien de la sujétion des Irlandais dans le Royaume-Uni, des Tchèques, des Salves du Sud et des Hongrois dans l'empire d'Autriche.
- le partage de la Pologne entre la Russie, la Prusse et l'Empire d'Autriche.

- le maintien du morcellement de l'Italie en 7 États et de l'Allemagne en 41 États regroupés dans la Confédération germanique

Dans cette nouvelle configuration de l'Europe, l'Empire d'Autriche a une position clef : elle conserve son influence sur l'Europe centrale, s'étend sur une partie de l'Italie et de la côte dalmate.

La situation de l'Allemagne est très complexe, résultat d'un compromis entre le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche. Le Saint empire romain germanique avait été démantelé en 1806 à la suite des conquêtes napoléoniennes : annexion de la rive gauche du Rhin qui fait partie alors de la France des 130 départements (carte 2), formation de la Confédération du Rhin. Le chancelier Metternich réussit à imposer son projet de reconstruction de l'Allemagne sous la forme de la **Confédération germanique** formée de 41 États (cartes 3 et 4), contre la volonté des patriotes allemands qui espéraient la constitution d'un véritable État. En effet à la fin du XVIII^{ème} siècle, un premier nationalisme allemand s'était développé essentiellement culturel, fondé sur la langue et l'histoire. Il fut exacerbé par les conquêtes napoléoniennes. Il s'est manifesté en particulier par la mobilisation de volontaires pour la libération des territoires allemands au moment de la bataille de Leipzig en octobre 1813, surnommée « la bataille des nations ».

Deux États dominent la confédération germanique : le Royaume de Prusse et l'empire d'Autriche. Mais le Royaume de Prusse n'appartient que pour une partie de son territoire à la Confédération germanique et il est scindé en deux grands ensembles. L'Empire d'Autriche appartient pour sa partie autrichienne à cette confédération ainsi que la Bohême, majoritairement slave. La carte 5 montre le poids de l'Autriche dans la Confédération ; la carte 6 celui de la Prusse sans l'Autriche.

La plupart des 41 États qui forment la Confédération germanique n'ont pas de constitution, ne respectent pas les libertés fondamentales. La Confédération elle-même est réactionnaire, une « société d'assurance mutuelle contre les troubles intérieurs » (P. Ayçoberry). L'empire d'Autriche et le royaume de Prusse sont des symboles de l'absolutisme.

2. Une Europe sous la surveillance des grandes puissances.

Pour maintenir le nouvel ordre européen issu du Congrès de Vienne, les souverains russe, autrichien et prussien signent la **Sainte Alliance ou triple-alliance**, à l'initiative du tsar Alexandre 1^{er}, destinée à prévenir toute tentative révolutionnaire. (Chacun des signataires représentent d'ailleurs une des trois branches du christianisme, orthodoxe, catholique et luthérienne). Le Royaume-Uni refuse d'adhérer à ce monument de « mysticisme et de sottise sublimes », mais signe une alliance avec les trois souverains : c'est la **quadruple alliance**. En 1818, à la suite du paiement des indemnités d'occupation et la fin de l'occupation de son territoire par les troupes alliées, La France rejoint cette alliance. **Les Cinq** coordonnent leurs services de police et de renseignement, mettant en place en Europe une surveillance réactionnaire et contre-révolutionnaire. Ainsi entre 1815 et 1848, à plusieurs reprises, en particulier en 1830, l'ordre réactionnaire européen est remis en cause. Les grandes puissances s'entendent alors pour venir à bout de ces contestations et insurrections et pour étouffer les mouvements d'émancipation des peuples.

Deux pays font exception : la Grèce et la Belgique, qui ont pu se constituer avec l'autorisation des grandes puissances.

La Grèce, en révolte contre l'empire ottoman pour son indépendance depuis 1821 reçoit le soutien de libéraux européens, avec la constitution de comités philhellènes (avec des figures emblématiques : Byron ; Delacroix, *le massacre de Chio* et *la Grèce expirant sur les ruines de Missolonghi*). C'est finalement l'intervention de l'Angleterre, de la France et de la Russie qui assure aux Grecs la victoire et la constitution d'un État indépendant en 1830. Cette indépendance a pu se faire parce que les Alliés l'ont acceptée pour des raisons géopolitiques.

Le scénario de la révolution belge⁶ et de la formation de la Belgique est un processus legaliste qui délégitime toute autre forme de manifestation politique, notamment dans la rue : insurrection des élites urbaines vite rejointe par les classes populaires d'artisans et d'ouvriers qui constituent le gros des insurgés d'août 1830 et

⁶ Sylvie Aprile, Jean-Claude Caron, Emmanuel Fureix, *La liberté guidant les peuples, les révolutions de 1830 en Europe*, Champ Vallon, 2013.

des combattants de septembre contre les troupes hollandaises pour l'indépendance de la Belgique ; marginalisation des éléments trop radicaux ; formation d'un gouvernement provisoire, avec la constitution d'un comité central chargé de rédiger une constitution, élection d'un congrès national pour la voter ; choix d'une monarchie constitutionnelle avec un suffrage censitaire, la monarchie constitutionnelle étant considérée comme le seul régime à même de terminer la révolution contrairement à la république qui la prolongerait.

C'est le scénario de la captation de la souveraineté populaire et de sa délégation de facto vers des institutions nationales censées l'incarner. Cette indépendance a été soutenue et surveillée par la France et surtout par le Royaume-Uni. Elle a pu avoir lieu parce qu'elle a eu l'aval des grandes puissances.

Louis de Potter tire les leçons de l'échec de son projet républicain, démocratique et social en Belgique et imagine ce que serait la « révolution à faire »⁷ :

« La révolution au moyen de laquelle la liberté aura rendu à tous les membres de la société jusqu'au plus infime, aux ouvriers des villes, aux journaliers des campagnes, les droits de l'homme et du citoyen, et aura sanctionné et garanti ces droits, sera réelle, inébranlable, je dirais presque divine. Et la liberté, avec toutes les libertés dont elle se compose, de la pensée et de la conscience, de la presse, de l'enseignement, des associations, du culte, des provinces et des communes, sera écrite d'une manière ineffaçable dans le cœur du peuple, mieux qu'elle ne l'a jamais été dans nos chartes versatiles, nos lois d'un jour, les proclamations mensongères de prétendus hommes d'État, et les serments ridicules et impies de nos saltimbanques politiques, toujours prêts à jurer comme à promettre pourvu que le peuple reste plongé dans l'abrutissement de la misère et qu'eux nagent dans la profusion et les délices. »

Le nouvel ordre européen se heurte à différentes aspirations qui sont imbriquées, aspirations libérales et aspirations nationales à la fois complémentaires et conflictuelles et très rapidement à des tentatives insurrectionnelles qui remettent en cause le statu quo.

II. L'imminence de la révolution dans la Confédération germanique.

1. L'impérieuse nécessité d'abattre la vieille Europe.

- l'impatience de la bourgeoisie libérale

Sur le plan politique, la bourgeoisie libérale réclame le respect des libertés individuelles, liberté d'opinion et d'expression, l'égalité devant la loi et l'impôt, la reconnaissance des capacités et des mérites contre les privilèges de la naissance ; une constitution et un partage des pouvoirs entre un souverain et un parlement. Elle se méfie des classes populaires et surtout de la classe ouvrière en formation, « les classes laborieuses, classes dangereuses »⁸ et du suffrage universel. Elle s'accommoderait d'une monarchie constitutionnelle et d'un suffrage élargi.

Sur le plan économique, elle est hostile à tout ce qui entrave la libre entreprise. Elle souhaite donc la suppression du système féodal et de ses derniers vestiges, entrave à la libre disposition des terres ; la suppression des corporations (guildes). Elle est favorable à la propriété privée garant de l'ordre social, à la liberté d'entreprendre et à la libre concurrence.

Elle aspire à la création d'un vaste marché que lui permettrait une Allemagne unifiée. En attendant une unification politique, elle a déjà entrepris une unification économique : en 1834, à l'initiative de la bourgeoisie libérale est créé le **Zollverein**, un accord douanier entre différents États de la confédération germanique pour la création d'un grand marché favorable au développement des industries nouvelles, en quelque sorte une zone de libre échange. A noter que l'Autriche n'en fait pas partie. Ce sera la base de l'unification allemande après l'échec de la révolution de 1848.

- la popularisation de la question nationale : une adhésion populaire à l'unification de l'Allemagne.

Entre 1815 et 1848, **le nationalisme** se développe dans la confédération germanique, d'abord auprès de ce qu'on appelle traditionnellement les élites, universitaires, étudiants.

En 1817, la jeunesse étudiante allemande, regroupée en fraternités étudiantes, organise une fête au château historique de la Wartburg en Thuringe, regroupant des étudiants et des professeurs venant de toute la

⁷ Louis de Potter, *De la révolution à faire, d'après l'expérience des révolutions avortées*, Paris, 1831, cité par Sylvie Aprile, op. cité.

⁸ Louis Chevalier, ., Paris, 1959.

Confédération. La date correspond à l'anniversaire de la victoire de Leipzig, et celui de l'affichage des thèses de Luther en 1517. Le lieu est celui-là même où Luther traduisit la Bible en allemand. Là aussi avaient lieu des joutes poétiques médiévales allemandes, qui inspirèrent le Tannhäuser de Wagner. On y procéda à l'autodafé de livres antilibéraux, des actes du Congrès de Vienne et du code napoléonien. La devise des fraternités étudiantes, « Honneur, Liberté, Patrie », illustre le lien entre le rejet de l'absolutisme, les aspirations libérales et les luttes pour l'unification de l'Allemagne.

Puis on assiste au processus de **fabrication des identités nationales** et à leur diffusion, de création d'une opinion publique nationale. Cette fabrication est fondamentale pour comprendre un des aspects de la révolution de 1848 : le combat pour l'unification a-t-il pu devenir un combat populaire.

La fabrication d'une identité nationale passe par l'invention d'un « roman national » : la publication d'ouvrages reprenant les grands thèmes d'une histoire du peuple allemand et exaltant une nation idéalisée. Cette diffusion est facilitée par les progrès de l'alphabétisation et la multiplication du nombre de lecteurs.

Il faut citer ici le travail de collectes et de publication d'Arnim et Brentano et celui des frères Grimm dont le projet patriotique était de fournir à la nation allemande la connaissance de son passé nécessaire à la conscience de son unité. Ils entreprirent un immense travail de recherche et de publications touchant tous les domaines, grammaire, documents juridiques anciens, légendes héroïques, mythologie. Cela les a conduit à faire des recherches sur le patrimoine européen, patrimoine commun et à construire un vaste réseau de correspondances érudites. En 1848, les deux frères participèrent au Parlement qui prépare l'Assemblée nationale allemande dont Jacob sera député.

Elle passe aussi par la construction de mouvements « nationaux » comme le Walhalla à la mémoire des Allemands illustres, réplique du Parthénon, situé en Bavière et achevé en 1842. Ou par l'élaboration de symboles, comme le drapeau noir, rouge et or, brandi dans les manifestations nationalistes : ces trois couleurs, qui deviennent le symbole de la nation allemande, étaient celles des chasseurs de Lützow, régiment de volontaires étudiants qui combattirent en 1813 contre les troupes de Napoléon 1^{er}. Par des chants patriotiques, comme « le Rhin allemand » celui composé au moment de la crise rhénane, avec ces paroles « ils ne l'auront pas le libre Rhin allemand », une sorte de Marseillaise allemande. Et enfin, par un tissu associatif, des sociétés de chant, des sociétés de gymnastique...

Ainsi, on voit bien que les aspirations nationales sont à la fois nourries d'idéaux révolutionnaires d'émancipation, de liberté, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, conjuguant patriotisme et cosmopolitisme, mais aussi qu'elles masquent souvent une composante conservatrice voire réactionnaire du monde, par leur attachement à des valeurs traditionnelles identitaires. Elles prennent aussi de nouveaux accents, en exaltant la grandeur nationale. Elles portent en elles des contradictions, puisque leur satisfaction passe par la destruction des empires multinationaux et des régimes autoritaires garants de leur existence. Ce sont toutes ces contradictions qui vont s'exprimer en 1848 et qui pèseront sur le sort des révolutions.

- une contestation plus radicale

Ils existent des courants démocratiques favorables à la justice sociale, à la souveraineté du peuple, au suffrage universel (masculin) et à un régime républicain.

Parmi eux, **un courant socialiste**, forgé dans l'exil, au sein d'intellectuels et d'artisans qualifiés. Ils sont à l'origine de la fondation de la Ligue des Justes, qui devient la Ligue des communistes à l'initiative de Marx en 1847. Ces exilés retournent en Allemagne à l'annonce des premiers soulèvements⁹.

Dans la Confédération, un courant se développe autour d'**associations ouvrières** fondés dans la mouvance du mouvement libéral comme les Cercles pour l'éducation des ouvriers, ou instaurés dans le cadre des anciennes corporations comme les Caisses de secours mutuels. Ces associations se radicalisent à la veille de 1848.

⁹ Lorsqu'éclatent les révolutions de 1848, la Ligue des communistes vient de se constituer au Congrès de la ligue des Justes à Londres en juin 1847. Après leur passage à Paris, Marx et Engels quittent la Belgique pour s'établir à Cologne où ils adhèrent à l'Alliance démocratique. Tirant les leçons de la faillite de la bourgeoisie libérale, ils en démissionnent en avril 1849 convaincus de la nécessité de mener une action indépendante de celle de démocratie bourgeoise et rejoignent les initiatives prises par les Unions ouvrières pour fédérer l'ensemble des sociétés ouvrières. A la suite de l'échec des révolutions de 1848, ils se réfugient en mai 1849 en Angleterre.

2. L'urgence de la question sociale.

La Confédération germanique dans les années 1840 concentre toutes les contradictions économiques et sociales de cette époque de transition, transition entre une économie dominée par l'agriculture et les "métiers" liées à d'anciennes structures seigneuriales et corporatives d'une part et une économie de marché transformée par le début de l'industrialisation.

- la misère du monde rural : la population reste majoritairement rurale. Les campagnes connaissent une profonde misère, liée plus particulièrement aux conditions dans lesquelles s'est faite « l'émancipation des paysans » dans la partie occidentale de la Confédération, occupée par la France sous la Révolution et l'Empire : le servage et les droits féodaux ont été abolis, les communaux partagés. Mais les paysans libérés ont dû payer de lourdes indemnités de rachat et se sont alors endettés sur plusieurs générations. Ces réformes ont finalement abouti à une concentration des exploitations agricoles entre les mains des grandes familles de la noblesse terrienne (les junkers en Prusse). Les petits paysans et les villageois sans terres voient leur sort s'aggraver d'autant plus qu'ils sont privés de l'appoint des communaux : la législation va dans le sens de la limitation des droits d'usage, « le patrimoine des pauvres¹⁰ ».

Incise : l'adoption de la loi forestière de 1841 par la diète rhénane¹¹.

En 1841, en Prusse, la diète rhénane, au nom de Frédéric-Guillaume, adopte une loi forestière concernant les « dérobements suivants » :

- « 1. Tout bois de forêt n'étant pas abattu
2. Tout bois vert, hors des forêts, destiné à l'exploitation
3. Tout bois cassé accidentellement ou renversé en troncs entiers dont l'ajustage n'a pas encore commencé
4. Les copeaux et bois d'œuvre se trouvant dans la forêt et aux dépôts de bois non encore aménagés. »

Une règle d'évaluation de ces délits est établie, et des peines correspondantes, selon que le « vol a été commis pendant la nuit ou un jour férié », que « l'auteur est emmitoufflé ou s'est noirci le visage », « qu'il a donné de fausses informations sur son identité ».

« Art. 14 : Toutes les amendes dues pour le vol de bois, même si elles doivent être acquittées par plusieurs personnes en tant que complices ou bénéficiaires, reviennent toutes au propriétaire de la forêt, ainsi que le travail forcé pour les paysans insolubles.

Art. 16 : Si en raison de l'indigence de l'auteur ou des personnes responsables à sa place, l'amende ne peut être recouvrée, elle sera remplacée par un travail ou une peine d'emprisonnement.

Art. 19 : le travail forcé que le condamné doit effectuer consiste d'abord dans le travail forestier pour le propriétaire de la forêt. »

Et les gardes forestiers dressent la liste des méfaits forestiers (faisant apparaître ainsi tous les usages indispensables de la forêt pour les communautés villageoises) :

« Vol de myrtilles et autres fruits des bois; vols de produits forestiers nécessaires à la production de brosses et de balais, ou de nourriture pour le bétail, vol de ramilles pour la propriété de moulinets, vol de bois pour la réparation d'ustensiles domestiques et agraires; vol de bois pour les lattes de toiture; vol de bois pour les perches à houblon; vol de bois pour escaliers, tréteaux, échafaudages, vol de racines traçantes pour vannerie, vol de fagot pour bois de chauffe [...] »

¹⁰ La Révolution française a sacralisé constitutionnellement la propriété privée, considérée comme fondement et garantie de la liberté individuelle du citoyen, bien que sous la pression des sans-culottes de l'an II elle ait pu être opposée au droit à l'existence. Le code civil napoléonien diffusé dans les territoires européens sous domination impériale s'attache lui à définir tout ce qui peut concerner l'exercice du droit de propriété, droit fondamental sur lequel reposent toutes les institutions. L'article 544 du code civil définit « le droit de propriété comme le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue dans le cadre de la loi ». Il délivre donc la propriété des contraintes et des limites coutumières.

¹¹ La diète rhénane est composée de députés par « états sociaux », députés de la ville, de la campagne et de la noblesse qui disposent d'un nombre égal de voix. La rente foncière et la taxe fiscale sont les critères d'éligibilité pris en considération pour la députation des villes et des campagnes.

Les paysans sont alors confrontés à une remise en cause des droits d'usages collectifs, en particulier dans la forêt, ce qui s'est traduit par cette loi. Tous les anciens prélèvements coutumiers dans les forêts sont désormais, par leur interdiction, considérés comme des vols caractérisés et punis comme tels. C'est ce que l'historien Eric Hobsbawm a qualifié de « criminalité sociale ». La loi intègre le bois et tous les produits de la forêt au circuit de la valeur marchande et supprime toute possibilité d'y opposer un droit d'usage. Marx l'a analysé dans un article paru en octobre 1842 dans la gazette rhénane en citant et commentant la discussion au sujet de cette loi à la diète rhénane, soulignant comment elle marque le triomphe d'une conception absolue de la propriété contre le droit d'usage et les solidarités communautaires¹² :

« Un député a évoqué les enfants des familles pauvres qui cueillent ces fruits (airelles et baies sauvages) pour procurer à leurs parents un petit gain, chose qui est tolérée par les propriétaires depuis des temps immémoriaux (légitimité) et qui a constitué, pour les petits, un droit coutumier. Un autre député réfute ce fait en remarquant que dans sa région, ces fruits seraient passés dans le commerce et expédiés en Hollande.

Effectivement en un lieu, on a déjà réussi à faire d'un droit coutumier des pauvres un monopole des riches. On a ainsi la preuve absolue qu'il est possible de monopoliser un droit commun ; il va donc de soi qu'il faut monopoliser. La nature de l'objet réclame le monopole puisque l'intérêt de la propriété privée l'a inventé. »

En 1848, après les journées de juin et la grande frayeur bourgeoise, Thiers publie en septembre, *De la propriété*, qui définit la propriété privée comme le fondement d'un droit illimité, exclusif et absolu, soumis au bon plaisir d'une personne, appartenant au propriétaire « à l'exclusion de tout autre. »

Ou comment l'histoire se rejoue dans les Cévennes en 2009 : les voleurs de bois et la petite entreprise du maire [bulletin contre-info, nov. 2009, N° 9].

« C'est au tribunal de Florac (Lozère) que trois individus comparaissent le vendredi 26 juin 2009 pour avoir osé couper du bois de chauffage sur un terrain appartenant à la commune de St-Andréol-de-Clerguemort. Monsieur le maire les aurait vus armés d'objets leur permettant de couper la bouscasse communale. Il les a aussitôt réprimandés, avant de s'en aller porter plainte en gendarmerie. Et voilà donc les trois comparses condamnés avec sursis à quelques centaines d'euros d'amende et à payer les frais de justice. Petite chance dans leur infortune, le conseil municipal avait oublié de délibérer sur la plainte, la commune n'a pas pu se porter partie civile... Le même conseil n'a, par contre, pas oublié d'octroyer l'exploitation de la forêt communale à l'entreprise de Monsieur le maire (la SCIC Bois 2 mains), très en vogue dans la région car partie prenante de l'exploitation éco-industrielle de la forêt cévenole, exploitation aux irrésistibles accents de développement durable. »

Fin de l'incise.

Ces nouveaux pauvres cherchent un complément de revenus dans l'artisanat à domicile, plus particulièrement le filage et le tissage à domicile, dépendant de marchands-fabricants. Mais l'essor de l'industrie menace directement ce travail à domicile. C'est ce qui est à l'origine de la grande révolte des tisserands à domicile silésiens en 1844, contre les patrons des manufactures employant des métiers mécaniques, révolte matée par la troupe, suivie d'une très violente répression et de lourdes condamnations¹³. Cette misère alimente aussi des déplacements importants de population, émigration vers les Etats-Unis et l'Amérique latine, exode rural vers les villes, fournissant une main d'œuvre abondante et bon marché à l'industrie naissante.

¹² Daniel Bensaïd, *Les dépossédés, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, La Fabrique, 2007.

¹³ Heinrich Heine, *Die armen Weber, les pauvres tisserands*, publié le 10 juillet 1844 dans le journal *Vorwärts* :

L'œil sombre et sans larmes/Devant le métier, ils montrent les dents/Allemagne, nous tissons ton lincol./Nous le tissons d'une triple malédiction/Nous tissons, nous tissons !

Maudit le dieu que nous avons prié/Dans la froideur de l'hiver, dans les jours de famine/Nous avons en vain attendu et espéré/Il nous a moqués, bafoués, ridiculisés/Nous tissons, nous tissons

Maudit le roi, le roi des riches/Que notre misère n'a pu fléchir,/Qui nous a arraché jusqu'au dernier sou/Et nous fait abattre comme des chiens/Nous tissons, nous tissons !

Maudite l'hypocrite patrie,/Où seuls croissent l'ignominie et la honte,/Où chaque fleur s'affaisse bien tôt,/Et la pourriture, la putréfaction régale la vermine /Nous tissons, nous tissons !

La navette vole, le métier craque,/Nous tissons avec ardeur, et le jour, et la nuit /Vieille Allemagne, nous tissons ton lincol./Nous le tissons d'une triple malédiction,/Nous tissons, nous tissons ! »

- la fragilisation et la paupérisation du monde artisanal, le développement d'un prolétariat misérable.

Plus généralement, à la campagne comme à la ville, la production reste majoritairement entre les mains de petits producteurs, organisés dans des guildes ou compagnonnages. Mais ils sont menacés de prolétarisation par leur dépendance accrue à l'égard du marchand-fabricant, et de plus en plus par la concurrence de la mécanisation et la concentration de la production dans les manufactures.

D'où le développement d'un prolétariat misérable, un « prolétariat en haillons » sans aucune protection sociale ni droits collectifs et l'importance de l'exploitation du travail des enfants et des femmes.

3. Les ravages de la crise économique de 1846-1847 : de la révolution « bourgeoise » à la révolution « prolétarienne ».

Les ravages de la crise économique de 1846-1847 provoquent l'explosion de 1848.

L'Allemagne comme le reste de l'Europe connaît une profonde crise, une double crise dont le modèle a été défini par Ernest Labrousse : elle cumule une crise d'ancien régime, une crise de subsistance (avec des récoltes désastreuses) qui entraîne la flambée des prix agricoles, la réapparition de la disette, voire de la famine, une réduction de la demande de produits manufacturés touchant à la fois le monde rural, l'artisanat urbain et les activités industrielles ; et une crise du capitalisme naissant liée en particulier à la fragilité du secteur bancaire provoquant un étranglement du crédit et des investissements, une crise de surproduction et d'effondrement des prix des produits manufacturés, des faillites d'entreprises dans les nouveaux secteurs de la révolution industrielle (textile, sidérurgie) et une explosion du chômage.

Ceci provoque en 1847, mais aussi en 1848, 1849 une agitation continue qui prend des formes multiples : des révoltes de la faim, des troubles sur les marchés, des pillages de greniers et de boulangeries ; le soulèvement des paysans dans le sud de la Confédération, d'artisans, de compagnons ; des bris de machines rendues responsables de la misère et du chômage ; des manifestations d'étudiants ; enfin des grèves, comme à Berlin à l'annonce d'un licenciement massif dans les usines Brosig qui fabriquent des locomotives. On retrouve les ouvriers berlinois sur les barricades, le 13 mars : comme les insurgés parisiens en février 1848, ils réclament alors un ministère du travail.

III. les naufragés du Fol espoir : ambiguïté et impasse des révolutions allemandes.

Les révolutions allemandes se jouent sur plusieurs théâtres d'opération : celui des États, les enjeux sont politiques et sociaux ; celui de la confédération germanique, les enjeux sont l'unification allemande. Une des grandes difficultés est de tenir les trois objectifs ensemble. En même temps, il faut prendre en compte l'environnement international : c'est en partie en Russie et surtout dans l'Empire d'Autriche que se joue le sort des révolutions allemandes.

1. L'échec de la révolution « bourgeoise » dans les différents États de la Confédération germanique et en Prusse plus particulièrement.

La question de la révolution politique et sociale se joue dans chaque État cependant la Prusse et Berlin ont un poids plus important.

Le mouvement commence fin février dans le grand Duché de Bade où une assemblée de démocrates rédige un programme assez radical, réclamant la souveraineté populaire, un impôt progressif, l'abolition des privilèges, l'armement du peuple, la suppression de la censure. Il touche rapidement tous les États de la Confédération. A Berlin, l'agitation a commencé le 6 mars. Du 13 au 18 mars, Berlin se couvre de barricades. Manifestations, barricades aboutissent à des concessions, à un compromis entre les souverains et la bourgeoisie libérale : la formation de nouveaux gouvernements intégrant les libéraux, la convocation d'une assemblée constituante avec un élargissement du corps électoral, la reconnaissance de la liberté d'expression, de presse et l'abolition du régime féodal. Mais les princes demeurent en place, la bureaucratie et intacte, ainsi que l'organisation militaire, les trois piliers de la réaction.

On est donc dans une phase « légaliste », selon le prototype évoqué avec la Belgique, qui vise à délégitimer l'insurrection et à terminer le processus révolutionnaire.

L'exemple de la Prusse. La Prusse a un poids considérable dans la confédération germanique.

- L'institutionnalisation de l'insurrection

À Berlin, la formation du gouvernement est exemplaire : au poste de chef du gouvernement, Camphausen, un financier et industriel rhénan, président de la chambre de commerce et leader du parti libéral, à celui de ministre des finances, Hansemann, un grand industriel (chemin de fer). Pour donner une apparence légale aux changements intervenus, il convoque la diète, donc l'ancienne assemblée. Elle siège du 2 au 10 avril, adopte une loi électorale pour l'élection d'une assemblée constituante prussienne et vote un emprunt que la première diète convoquée par le roi en 1847 avait refusé de voter.

L'assemblée constituante, élue en mai, est dominée par les démocrates modérés. La droite et les grands propriétaires (les junkers) sont peu nombreux (Bismarck est élu). Sur 402 députés, elle compte 68 paysans et 28 artisans.

Elle annonce plusieurs mesures : la suppression complète des droits versés par les paysans pour le rachat des charges féodales, l'institution d'un impôt progressif sur les terres, ce que ne peuvent admettre les grands propriétaires féodaux ; un projet constitutionnel qui prévoit un régime parlementaire et une assemblée unique élue au suffrage universel ce que ne peut admettre le roi Frédéric Guillaume IV. La position de celui-ci est très claire et il affirme à l'occasion de la fête donnée en l'honneur de l'édification de la cathédrale de Cologne en s'adressant à la délégation de l'Assemblée nationale :

« Je comprends très bien, Messieurs ce que représente votre assemblée. Je saisis très bien l'importance de votre Assemblée. Mais n'oubliez pas non plus qu'il y a encore des princes en Allemagne et n'oubliez pas que j'en suis un ! »
Les résultats des élections et les projets de l'Assemblée effraient. À partir de là, des forces antagonistes s'organisent, celles de la démocratie sociale et celles de la réaction, de la contre-révolution.

- la montée des tensions, des affrontements de classes.

Manifestations, barricades, grèves réprimées par l'armée et la garde civique (bourgeoise), le peuple ne lâche pas.

Le monde ouvrier s'organise autour de journaux, *Das Volk*, l'organe du Comité central des travailleurs animé par l'imprimeur Stephan Born à Berlin ; la nouvelle gazette rhénane animée par Marx et Engels à Cologne, le Journal des femmes (*Die Frauen Zeitung*) animé de Louise Otto¹⁴.

Le Comité Central des travailleurs arrive à organiser un parlement des ouvriers à Berlin du 23 août au 3 septembre, à l'origine de la Fraternité ouvrière allemande (fédérant plus de 170 associations et 15 000 adhérents) Et ceci dans un climat d'effervescence qui touche une grande partie de la Confédération germanique : prises de parole, discussions, expérimentations ; multiplications des clubs (1,5 millions d'Allemands auraient appartenus à des clubs), des cercles populaires démocratiques d'éducation populaire, des journaux, des pétitions (plus de 25 000 pétitions envoyés au parlement de Francfort) ; mais aussi constitution des cercles rustiques pour la satisfaction immédiate des revendications des paysans ; organisation d'un mouvement autonome des compagnons, en marge du Congrès des artisans et des métiers réunis à Francfort du 15 juillet au 18 août.

Un exemple de pétition auprès de parlement, énumérant un certain nombre de revendications :

- « [...] - détermination d'un salaire minimum et d'un temps de travail réglementaire par une commission constituée de travailleurs et de maîtres (artisans) ou d'employeurs`
- maintien des salaires négociés
- révocation des impôts indirects, introduction d'un impôt sur le revenu progressif avec exonération pour ceux ne possédant que le minimum requis pour vivre
- l'État prend en charge à titre gracieux la formation, et là où c'est nécessaire l'éducation des jeunes en prenant en compte leurs capacités propres

¹⁴ Création de cercles féministes, avec un souci particulier pour l'éducation des deux sexes, du jardin d'enfants à l'enseignement supérieur. Une des mesures de la réaction en Allemagne en 1851 sera de supprimer les jardins d'enfants.

- création de bibliothèques publiques et gratuite
- recrutement des chômeurs dans la fonction publique à la condition que l'État leur fournisse le minimum vital. »

En face, l'aristocratie foncière prussienne de Junkers organise un Junker parlement pour élaborer un contre-programme défendant les intérêts de la noblesse foncière. Les conservateurs prussiens se sont rassemblés dans un « parti » autour du Journal de la Croix dans lequel le jeune Bismarck écrit des articles et crée une Association pour la défense du droit de propriété. Ils s'efforcent de provoquer la dissolution de l'Assemblée nationale prussienne, exerçant une forte pression sur le roi Frédéric-Guillaume IV. Les gouvernements qui se succèdent (quatre en neuf mois) et le parlement sont soumis aux pressions contradictoires du mouvement ouvrier, de la réaction, mais aussi des mouvements démocratiques qui s'organisent à Berlin.

- le dénouement : le coup d'état de Frédéric-Guillaume IV

La crise politique se dénoue. La politique répressive en Autriche qui vient à bout de l'insurrection viennoise sert de modèle au roi. Il décide alors d'exiler le parlement hors de Berlin pour finalement le dissoudre le 5 décembre et proclamer l'état de siège dans toute la Prusse.

Il a l'habileté d'octroyer une constitution respectant apparemment les conquêtes du printemps, le suffrage universel, un régime parlementaire, mais le roi a le droit de veto et la possibilité de dissoudre l'Assemblée et de légiférer par ordonnance. Il divise la population en trois classes électorales en fonction de leurs revenus, ayant chacune le même nombre de représentants.

Encouragés par l'attitude de Frédéric-Guillaume, les autres princes reviennent sur leurs concessions.

2. L'échec de l'unification nationale : l'échec du Parlement de Francfort.

La question de l'unité nationale se joue à Francfort. L'opposition libérale a obtenu la création d'une Assemblée nationale constituante élue au suffrage universel direct dans tous les États de la Confédération germanique : son but est de rédiger une constitution unitaire. C'est ce que l'on appelle le Parlement de Francfort, qui va siéger du 18 mai 1848 au 18 juin 1849, « un parlement d'un pays imaginaire » (Engels).

Les débats portent sur les frontières et la nature du futur État allemand, pour arriver à un projet rejeté par les principaux États de la Confédération.

La formation d'un État sur le principe des nationalités pose la question des frontières, des limites de la future Allemagne unifiée. Deux options sont possibles. Celle d'une petite Allemagne dont les adeptes sont nombreux dans le camp libéral et dans la confession protestante, une Allemagne qui exclurait donc l'Autriche et les peuples non allemands. Celle d'une grande Allemagne dont les partisans sont majoritairement catholiques et de sensibilité conservatrice, une Allemagne intégrant l'Autriche mais aussi des peuples non germaniques, présent en Prusse ou dans l'empire d'Autriche. D'un côté le strict pangermanisme, à dominante prussienne, de l'autre l'idée austrophile de Mitteleuropa.

Plusieurs options aussi pour le futur régime politique et la nature du futur État allemand : une monarchie ou une république, un État centralisé ou un État fédéral, un régime libéral ou une république démocratique et sociale. Finalement la constitution est votée le 27 mars 1849 : elle prévoit l'exclusion de l'Autriche, donc une petite Allemagne, un empire fédéral, avec à sa tête un empereur héréditaire mais sans pouvoir, un régime parlementaire à deux chambres, une Chambre haute nommée par les États, une Chambre basse élue au suffrage universel et secret. À une très faible majorité, le Parlement choisit le roi de Prusse pour devenir le futur empereur des Allemands.

Ce projet est refusé par les princes de Bavière, Saxe, Wurtemberg et Hanovre. Frédéric-Guillaume IV refuse cette « couronne de bric et de broc pétrie de terre glaise et de crasse », « un collier de servitude offert par des maîtres boulangers ». Un an plus tard, il essaie de construire une unité restreinte (Prusse, Hanovre, Saxe) mais il doit reculer sous la pression de l'empereur d'Autriche.

L'unification de l'Allemagne, la formation d'un État-Nation, posent la question des « minorités nationales » à l'intérieur ou à l'extérieur de ses nouvelles frontières.

Ainsi la **Bohème**, (soit à peu près l'actuelle république tchèque, capitale Prague) fait partie de l'Empire d'Autriche et plus précisément de l'Autriche, et de fait aussi de la Confédération germanique. Elle peut donc élire des députés au Parlement de Francfort. Les nationalistes tchèques refusent de participer à ces élections et décident de la convocation d'un Congrès panslave à Prague, appelé à réunir les Slaves de l'Empire d'Autriche dans un territoire autonome qui resterait au sein de l'empire d'Autriche. Les slaves auraient le même statut que les Allemands ou les Hongrois dans l'Empire. Les Allemands minoritaires souhaitent eux être intégrés au futur état allemand.

Ce parlement se tient au moment où se déroule une insurrection à Prague, menée par la « légion académique des étudiants », vaincue par les armées autrichiennes. Il n'est plus question alors de parlement ni d'autonomie pour les Slaves.

Le 1^{er} juillet 1848, le Parlement de Francfort vote les félicitations au commandant des armées autrichiennes afin de le féliciter pour sa défense vigoureuse des Allemands minoritaires de Bohème :

« Ce serait un crime contre tous les droits de l'humanité si en Bohème, en Moravie, en Silésie, on allait sacrifier la civilisation reposant sur une culture allemande à un nouvel essai d'organisation politique. Réjouissons-nous donc de la victoire qui a permis la répression de l'insurrection tchèque et recherchons les moyens de rendre cette victoire durable. » Le député allemand de Moravie.

La convocation du parlement de Francfort et le projet de la création d'un État allemand ont attisé les oppositions entre Tchèques et Allemands. **Le scénario est le même entre les Allemands et les Polonais.**

Au parlement de Francfort, après l'écrasement de la révolution polonaise, un député répond à un député radical qui manifestait sa solidarité avec les Polonais :

« Nous avons conquis la Pologne ; nous garderons notre conquête, aussi bien n'est-ce pas tant une conquête de l'épée qu'une victoire de la civilisation. Qu'on cesse d'invoquer l'humanité ! L'Allemagne a plus de potentiel en humanité que la Pologne ? En nous emparant de la Pologne, nous affranchissons une terre barbare. » 26 juillet 1848.

3. Une tentative de radicalisation.

Elle est liée à la déception provoquées par l'échec du projet constitutionnel, à l'aggravation de la crise économique, aux désillusions sociales, au retour de la réaction ; mais aussi au développement d'organisations ouvrières et à leur fédération, et à leur volonté de créer une « république démocratique et sociale » par le soulèvement populaire.

Des mouvements insurrectionnels gagnent Cologne, Francfort, la Ruhr, le Palatinat.

À Dresde, ils aboutissent à la formation d'un gouvernement provisoire du 3 au 9 mai 1849, date à laquelle intervient l'armée prussienne, écrasant le mouvement et faisant plus de 250 morts.

Bakounine explique les raisons de son engagement à Dresde :

« On s'est demandé quel intérêt pouvait avoir un étranger, un Russe à la résurrection de l'Allemagne (...). Je le répète ici, les temps sont passés et bien passés où les peuples avaient des destins séparés ; ils sont solidaires pour le meilleur et pour le pire, dans les progrès de la civilisation et de l'industrie et avant tout dans leur liberté. La liberté et la grandeur de l'Allemagne sont une condition nécessaire pour la liberté de toute l'Europe, un postulat nécessaire pour que la Russie devienne libre (...). » Extrait de *Ma Défense*¹⁵

¹⁵ Ce texte est rédigé par Bakounine pour son avocat après qu'il a été livré par la Saxe à l'Autriche.

Bakounine dès février 1848 quitte Bruxelles pour Paris et participe activement aux barricades, aux réunions, aux débats. Persuadé que pour que la révolution ne s'enlise pas, devant l'opposition grandissante de la bourgeoisie républicaine aux ouvriers, il pense que la révolution doit être européenne et passe par l'émancipation des Slaves, essayant d'articuler les questions politiques, sociales et nationales. D'où sa tentative de soutenir la révolution polonaise, puis son engagement auprès des slaves d'Autriche, en particulier au Congrès des Slaves qui se tient à Prague. Le jour de la clôture du Congrès une insurrection éclate à Prague, écrasée après cinq jours de combat comme on l'a vu plus haut, par les troupes autrichiennes avec l'appui de la population allemande. La révolution souhaitée par Bakounine en Bohème n'a pas eu lieu. Puis une insurrection éclate à Dresde après la dissolution du parlement allemand : Bakounine s'engage dans ce mouvement insurrectionnel. Dresde est reprise par les troupes prussiennes. Bakounine est condamné à mort par l'Allemagne, extradé en Autriche et de nouveau condamné à mort pour sa participation au soulèvement de Prague, puis extradé en Russie. Il passera huit années en forteresse et quatre en Sibérie jusqu'à son évasion en 1861.

L'insurrection dans le **Grand Duché de Bade** est la tentative la plus aboutie. Dans le pays de Bade, il y avait déjà eu deux tentatives républicaines de soulèvement, en avril et en septembre 1848. L'histoire se répète en juin 1849 et aboutit à la proclamation de la république badoise, le 17 juin 1849. Immédiatement toute une série de mesures sont adoptées, qui vont dans le sens de la mise en place d'une république démocratique et sociale : enseignement gratuit, caisse de retraite, impôt progressif sur le revenu, vote de l'état de guerre etc.). La paysannerie se rallie à l'insurrection et des garnisons fraternisent. Des volontaires viennent de France, de Suisse, d'Allemagne ainsi que des Polonais pour défendre la République badoise. L'armée prussienne lance alors une vaste offensive contre la République. Le dernier bastion de la résistance, la forteresse de Rastatt se rend le 25 juillet : cela marque la fin du temps des révolutions. La répression est terrible, à la mesure de la crainte suscitée par la révolution dans le grand duché de Bade. Des milliers de personnes sont livrées à la justice militaire prussienne, 27 condamnations à mort, de lourdes peines pour les autres, emprisonnement, confiscation de leurs biens, bannissement. Plus de 80 000 personnes quittent le duché, forcées à l'exil, et gagnent les Etats-Unis¹⁶ ou le Royaume uni.

Épilogue :

Lors de l'insurrection dans le **duché de Berg, à Elberfeld**, lorsque Engels, chargé par le Comité de salut public d'organiser la défense de la ville à partir du 10 mai 1849, demande à celui-ci des armes pour les travailleurs et un impôt forcé pour subvenir aux besoins de l'armée, on lui demande de se retirer. Voici la notification du Comité de salut public à l'initiative de la bourgeoisie qui redoutait une « république rouge » :

« Le citoyen Friedrich Engels, domicilié à Cologne, tout en voyant pleinement reconnaître l'activité qu'il a déployé ici dans cette ville jusqu'à présent, est prié de quitter dès aujourd'hui l'enceinte de la commune, compte tenu que sa présence pourrait donner lieu à des malentendus sur le caractère du mouvement. » Cité dans la Nouvelle gazette rhénane, N° 300, le 17 mai 1849, l'avant dernier numéro.

En guise de conclusion :

Un échec apparemment, la répression triomphe partout. Mais aussi un laboratoire d'expériences qui posent des questions fondamentale toujours d'actualité : la question de la pratique réelle du gouvernement direct des travailleurs, des expériences multiples à l'origine du mouvement ouvrier allemand, la question de la souveraineté populaire en acte.

« En quoi l'Autrefois rencontre dans un éclair le Maintenant pour former une constellation », Walter Benjamin

Jean Christophe Angaut, *La liberté des peuples, Bakounine et les révolutions de 1848*.

¹⁶ Aux Etats-Unis, ces exilés créent une association pour préparer un nouveau soulèvement qui recueillent la première année plus de 1,5 millions de dollars : les « Forty-Eighters », (les quarante-huitards) s'engagent dans la vie politique américaine.

